Bulletin œcuménique

MAI 1978 NUMERO 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

SE TAIRE ? par Paul Jubin

"Votre métier est d'encourager la foi et de répandre la charité. Pour Dieu, tenez-vous y !" lançait en 1973 l'amiral Joybert aux évêques français "qui se mêlent de politique". Cette même accusation nous est parfois adressée. Notre souci d'un développement dans la justice et la paix, notre désir d'une évangélisation incarnée dans l'aujourd'hui, nous obligent à tenir un langage critique et qui dérange.
Autrefois, il suffisait d'être docile et pieux pour être d'Eglise et du monde. Aujourd'hui, il est nécessaire d'avoir une formation humaine plus poussée, plus vigoureuse, pour être chrétien.
L'Eglise est à la fois signe et instrument. Elle appelle à une réalité qui la dépasse, elle est donc aussi criticable. "Elle est le miroir et la promesse de la nouvelle création, le signe et la manifestation que la défaite du mal a eu lieu et que la grâce est plus forte que la condamnation" (C.O.E. Vers une Eglise pour les autres). En cette période d'insécurité, de déracinement, de désorientation, la foi s'épure, se fortifie et donne naissance à des expressions nouvelles. Les grands ordres religieux ne sont pas nés aux époques florissantes. Les témoins de Jésus-Christ aspirent à l'absolu et dénoncent dans le monde et dans l'Eglise tout ce qui avilit l'homme. Ce discernement critique traduit une soif spirituelle.

Plus ou moins consciemment, les jeunes ont la tentation de quitter l'Eglise. Or jamais elle n'a été autant à la taille de la crise actuelle et si lourde de promesses. Et la critique des jeunes, quand elle ne se limite pas à des slogans adolescents qui claquent comme des drapeaux, devient une exigence lucide et adulte. Ils ne veulent pas être de ces hommes dont Péguy disait : "Ils ont les mains pures, mais ils n'ont pas de mains". Ils veulent vivre et croire dans la communauté humaine de notre temps, et non se limiter à un angélisme asexué. Ils se refusent à séparer la libération de l'homme du spirituel, le développement de l'Evangile. C'est pourquoi nous tenons à cette liberté de parole. Nous devons apprendre à vivre dans un monde changeant à un rythme sans précédent et devenir capables de créer le futur. Ce n'est possible que si la réflexion engendre notre action, celle-ci étant soumise à une nouvelle réflexion pour une meilleure action, et cela aussi longtemps que nous vivrons. Pourrions-nous rester héréditairement statique dans un monde bouillonnant de transformations ? La société rurale de chrétienté est morte. Elle fait place à une société industrielle, technique et citadine. Adhérer à une morale sécurisante ne suffit plus. Comme le souligne Marcel Légaut : "L'Eglise doit comprendre maintenant que sa mission n'est plus de faire un peuple discipliné mais un peuple de disciples". Exode, libération, promotion humaine, des mots bibliques qui nous poussent à risquer l'espérance.

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

Pentecôte – Personne ne peut dire : '<u>Jésus est le Seigneur</u> !'
si ce n'est par l'Esprit-Saint.   1 cor. 12.3

Ces paroles ne sont pas pieuses. Ne risquons pas de les malinterprêter. Ce sont les paroles décisives pour le combat de la foi, dans la société.

En effet, le seul ciment de l'empire romain était l'esprit civique exprimé dans le culte de l'empereur et la profession de foi publique : *César est Seigneur*.

Cette profession pouvait être exigée spontanément face à une situation de crise : catastrophes naturelles, révolte d'esclaves, invasion barbare, ou lors de cérémonies officielles et devant les tribunaux. Par cette profession on reconnaissait au pouvoir de César quelque chose de divin en son principe d'ordre, sa source de paix, son fondement économique stable.

Les croyants de Jésus sont longtemps passés inaperçus; infime minorité marginale dans la société. Ils étaient, de surcroît, de bons citoyens par motifs de conscience, et appréciés de l'administration locale. Mais il leur a aussi été demandé, un jour, de reconnaître César comme Seigneur. Alors ils ont dit : NON ; C'EST LE CHRIST QUI EST SEIGNEUR. Et ils ont payé le coût de la discipline; le fait d'être disciples de ce Seigneur. Aucun croyant ne peut dire cela si ce n'est par l'Esprit-Saint.

Qu'est-ce-à-dire ?

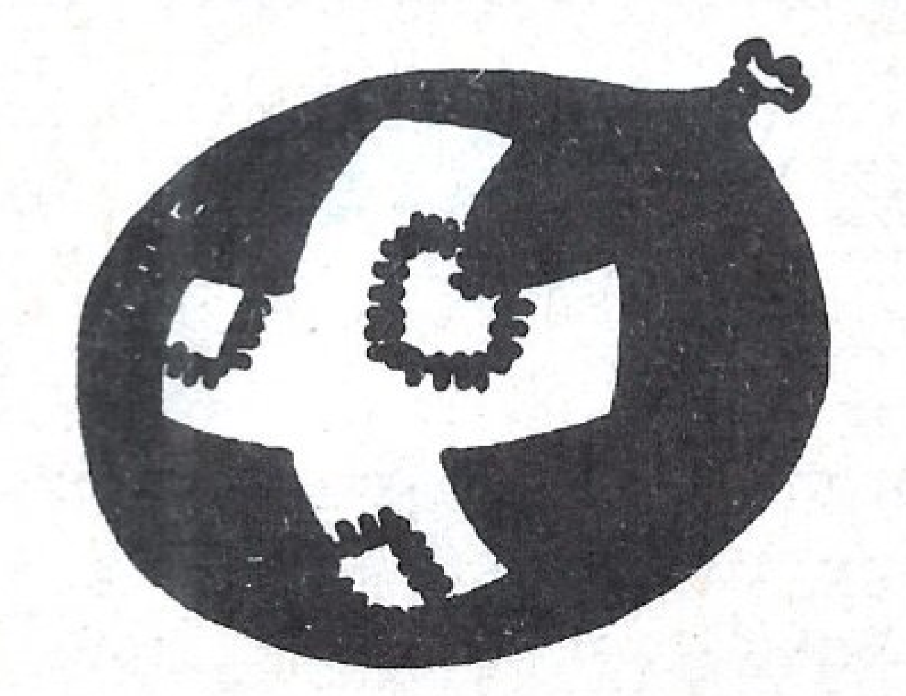
Qui peut trouver en lui-même le courage de se dresser contre César sans devenir un fanatique ?
Qui peut tirer de son propre fond la force de dire la vérité, sans devenir orgueilleux ?
Qui peut affirmer sans s'affirmer lui-même du même coup ?
Qui est prêt à professer sa foi sans espoir d'être entendu ? Ne pas jeter les perles aux pourceaux, c'est important !

Celui qui peut dire devant César que c'est le Christ-Jésus qui est Seigneur, celui-là parle par l'Esprit-Saint.

Souviens-toi comment l'Esprit a suscité, pour Dieu, un peuple de témoins : (martyrs) Ce peuple n'a pas eu le souffle court; il est présent aujourd'hui sur tous les continents. Il est capable de dire NON à l'argent, NON à l'idéologie de la sécurité nationale, NON aux conformismes et au manque de sens de l'Histoire contemporaine, NON à la folie des armements.

Nous sommes motivés au témoignage. Nous le pouvons, mais à condition que nous osions confesser le Christ-Jésus, Seigneur. Le chrétien ne se résigne pas devant le calme plat du "statu quo". Pentecôte, vent violent de l'Esprit, impétueux !

RAnker.



SUISSE 1978

MERES CHEFS DE FAMILLE

Nous en connaissons tous, des femmes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui se trouvent face à l'existence avec des enfants à charge. Elles sont plus ou moins libres face à leurs responsabilités ou plus ou moins écrasées. Qu'elles soient jeunes ou moins jeunes, elles ont des problèmes communs dans une société où c'est encore l'homme qui est considéré comme le chef. Bien que les nouvelles loi sur la famille annoncent certains progrès, les femmes-chefs de famille restent des marginales. Pour reprendre la définition donnée dans le dernier numéro d'INTERROGATION, leur pouvoir est presque nul et leur identité n'est que mal reconnue.

Parlons "pouvoir" :

Ce n'est que depuis fort peu de temps que les femmes à qui la justice a confié la garde de leurs enfants trouvent, dans certains cantons, une aide plus ou moins efficace pour recouvrer les pensions alimentaires.

Dans une société de plus en plus citadine, les femmes-chef de famille doivent le plus souvent travailler hors de leur domicile. Comment sont-elles entendues quand il s'agit de créer ou de maintenir des crèches, des garderies, des réfectoires dans les écoles, des études surveillées ?

Et que dire des conditions de travail faites à la femme qui doit assumer seule les charges habituelles du couple : la responsabilité d'un gagne-pain et les charges familiales ?

Et l'"identité" :

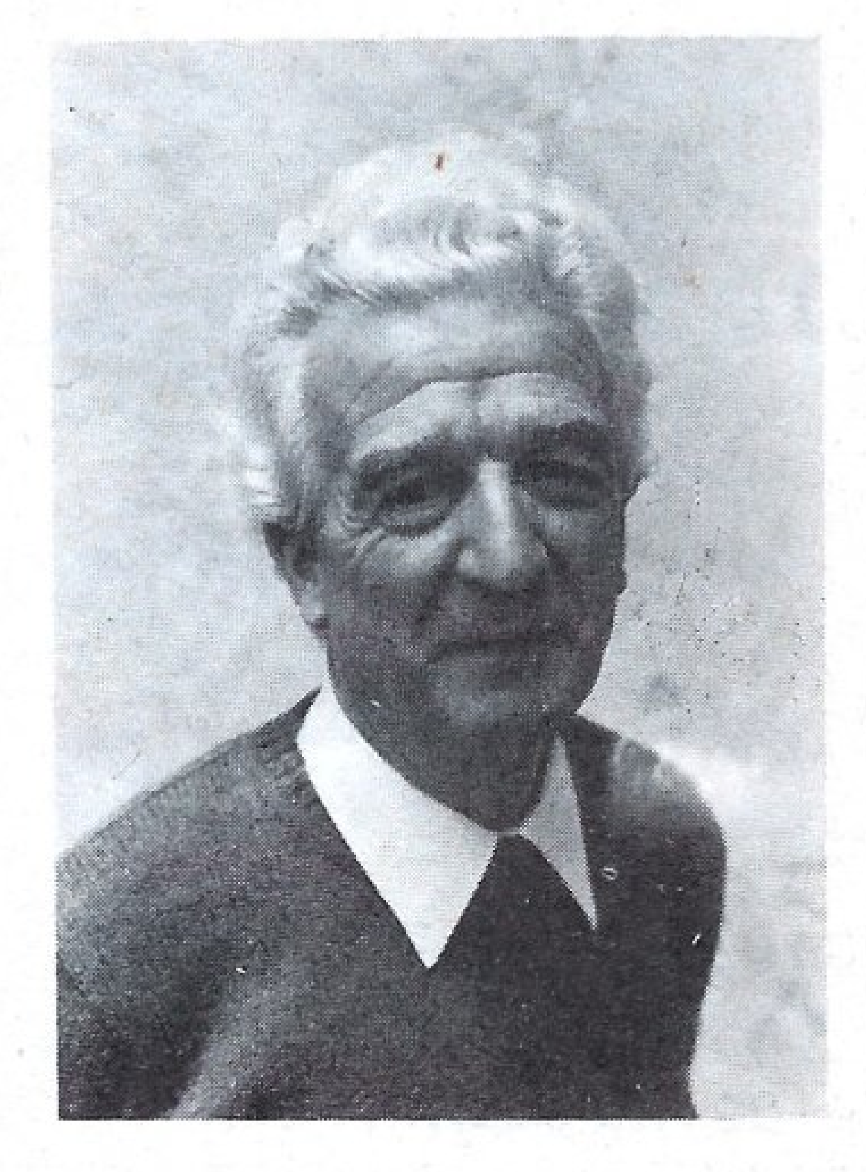
Une jeune veuve devant élever deux ou trois enfants est héroïque aux yeux des voisins, si elle travaille, garde ses enfants toujours propres, évite qu'ils fassent du bruit dans les escaliers, ne sort pas le soir et n'a pas d'amis.
Une femme seule ne cadrant pas dans cette définition est vite l'objet des critiques et des calomnies. Quelles que soient les raisons de sa situation, une femme-chef de famille n'a plus le droit à une vie à elle, des vacances à elle, des relations qui lui soient propres, des besoins ou des désirs personnels. Bref, elle n'a plus droit à une vraie identité. Pour "être" aux yeux de la société, elle ne peut que disparaître derrière ses enfants.

Et bien, non ! De plus en plus de femmes-chefs de famille refusent cette marginalisation et ces ghettos. Elles s'organisent et agissent pour s'entraider individuellement et pour faire évoluer une situation qu'elles trouvent stérilisante, pour acquérir une vraie place dans la cité. Des associations de mères-chefs de famille existent maintenant dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel; d'autres sont en formation en Valais et à Fribourg.

Pour tout contact , une adresse :

Association des mères-chefs de famille
Case postale 2084
1002 Lausanne

By


Jean Lasserre

interrogations - exprès

Jean Lasserre a fait dernièrement une tournée de conférences en Suisse Romande et c'est lors de son passage que nous lui avons posé quelques questions. Le pasteur Jean Lasserre est en France le théologien le plus averti en ce qui concerne la non-violence. Il a participé à la guerre comme soldat puis est devenu chef d'un groupe de résistance. Il a été président du Mouvement International de la Réconciliation et est actuellement le rédacteur des Cahiers de la Réconciliation.

** *Quelle place les tensions, comme celles qui divisent l'Afrique du Sud, laissent-elles à l'action non-violente ?*

En ce qui concerne la possibilité pour les noirs d'une lutte non-violente en Afrique du Sud, je me garderai bien de leur donner des conseils parce que ce serait de la pure insolence et de la prétention intolérable de donner des conseils à des gens qui souffrent d'une manière si atroce, mais ce que je peux peut-être suggérer, c'est que le mouvement devrait partir du côté des blancs libéraux. Il y a quand même une minorité de blancs qui ont conscience que les noirs sont traités d'une manière indigne, déshonorante et tout-à-fait antichrétienne dans leur pays. Je pense que la police serait moins dure avec les blancs qu'elle ne le serait avec les noirs et qu'il serait donc peut-être possible que du côté des blancs libéraux des manifestations non-violentes commencent à ébrécher et à ébranler la bonne conscience orgueilleuse des partisans de l'apartheid.

D'un autre côté, je crois que tout ce qui peut être fait hors d'Afrique du Sud par les gouvernements, les peuples et surtout les églises chrétiennes des pays qui dénoncent souvent avec beaucoup de courage, parfois avec pas mal d'hypocrisie d'ailleurs, toutes les injustices commises au nom de l'apartheid en Afrique du Sud, exercent une certaine influence et augmentent le malaise des blancs sud-africains et que cela peut préparer à un changement d'attitude et une évolution du régime d'apartheid.

D'autre part, parce que l'action non-violente semble presque impossible en Afrique du Sud, cela ne pourrait en aucun cas justifier le raisonnement de ceux qui diraient "puisque la non-violence est impossible, il faut revenir à la méthode violente". Cette dernière est encore plus difficile à organiser que la lutte non-violente.

** *Par analogie à la situation sud-africaine où vous suggérez que les blancs prennent l'initiative d'actions non-violentes pour ébranler le système, pourrait-on affirmer que dans notre situation d'oppression du tiers-monde par l'occident, c'est à nous d'agir sur les structures chez nous pour faire quelque chose pour le tiers-monde ?*

J'en suis absolument convaincu, d'autant plus que je ne vois pas bien comment je pourrais agir sur les structures des pays du tiers-monde. Il est évident que dans la mesure où l'on pourrait corriger les structures économiques qui sont fondées sur l'appétit de profit et d'exploitation des faibles et des pauvres par les riches et les puissants, dans la mesure où l'on pourrait créer un système économique d'échange de biens matériels et commerciaux qui soit plus respectueux des producteurs eux-mêmes et qui empêcherait les profits scandaleux des intermédiaires notamment, on ferait alors justice au tiers-monde.

Bien plus, je dirais que dans cette lutte, comme dans d'autres - et je ne citerai en exemple que le glissement vers le suicide collectif atomique - le plus grand service de l'Eglise, c'est d'apprendre à lutter contre l'injustice par des moyens justes, c'est-à-dire non-violents, et dans ce domaine, nos responsabilités à tous les niveaux son engagées.

jean-luc



THEOLOGIES DU TIERS-MONDE
========================

"La publication du Manifeste des Théologiens du Tiers-Monde a suscité, l'an dernier, beaucoup d'attention chez tous ceux qui suivent et appuient les essais de libération en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Aujourd'hui avec la publication, aux éditions l'Harmattan, du livre : THEOLOGIES DU TIERS-MONDE, DU CONFORMISME A L'INDEPENDANCE, *nous sommes en possession de l'ensemble des textes de la rencontre de Dar Es-Salamm. Plusieurs facteurs viennent illustrer l'importance de cette publication.*

Un livre à lire par tous ceux qui estiment que le christianisme occidental a besoin d'être profondément remis en cause, notamment au niveau de ses activités missionnaires et "Tiers-Mondistes".

Editions l'HARMATTAN -
18, Rue des Quatres-Vents
75006 PARIS - FRANCE

ARGENT MAL PLACE

L'Inde est l'un des dix plus grands pays industriels du monde et produit aussi bien des ordinateurs que des centrales électriques complètes. Mais à quel prix ? En deux ans, le secteur de l'énergie atomique, qui produit moins de 5 % de l'énergie totale du pays, a dépensé plus que l'ensemble des crédits alloués à la recherche sur la santé publique et le planning familial au cours des vingt années précédentes. Une priorité qui coûte cher...

B.C.

GLS 7.5.78

Aide téléphonique aux enfants déjà 4500 appels

7.5.78

Berne. – (ATS) En cent jours, c'est-à-dire depuis sa création, le «Sorgentelefon» (034 45 45 00), numéro de téléphone que les enfants peuvent composer s'ils souhaitent exposer leurs problèmes et demander des conseils pour les résoudre, a enregistré 4500 appels. Selon le promoteur de ce service téléphonique, la plupart des appels émanent d'enfants maltraités. Ces dernières semaines, des enfants à tendance suicidaire en nombre croissant ont également demandé de l'aide.

FAO
L'aide alimentaire à un niveau tragique

La Liberté 4.4.78

L'aide alimentaire actuelle est « tragiquement insuffisante », a déclaré hier le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, devant le comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM), dont la cinquième session s'est ouverte hier à Rome.

M. Saouma a invité le comité à renforcer les moyens d'action du PAM. Environ 15 à 16 millions de tonnes de céréales seraient nécessaires pour couvrir les besoins prévisibles, a-t-il ajouté, précisant que ces évaluations couvrent uniquement « les besoins vraiment minima ». (AFP)

- L'Ouganda, avec plus de 1 600 religieuses africaines, se trouve à la tête de tous les pays du continent africain pour le nombre des Sœurs originaires du pays. Il est suivi immédiatement par deux pays voisins, le Burundi et le Rwanda.

"Peuples du monde"

Brésil

- **UN APPEL EN FAVEUR DE L'AMNISTIE** et du rétablissement de la démocratie a été lancé, mercredi 26 avril, par quelque deux cent cinquante évêques, à l'issue d'une conférence épiscopale qui s'est tenue à Itaici, près de Sao-Paulo. Les demandes en faveur d'une amnistie se sont multipliées dans le pays ces derniers mois. C'est la première fois que la conférence épiscopale prend position sur ce sujet. — *(Reuter.)*

Le Monde 28.4.78

Firestone :

niet !

La multinationale américaine Firestone ferme son usine de Pratteln (BL) et met à la porte plus de 600 personnes. Parmi les nombreuses réactions enregistrées, nous avons tiré de la Tribune de Lausanne les deux suivantes :

Union syndicale « Pour une meilleure participation »

M. Jean Clivaz, secrétaire romand de l'Union syndicale suisse, n'est pas très surpris par la tournure des événements. A son avis, la fermeture de l'usine suisse de Firestone confirme deux nécessités : ❶ Accroître le droit de participation ouvrière à la marche des entreprises pour leur permettre d'intervenir avant que la dégradation des conditions économiques ne condamne irréversiblement leurs postes d'emploi, d'une part, et d'éviter que leur direction ne commette de graves erreurs de gestion, d'autre part ; ❷ Modifier les dispositions juridiques régissant le droit des sociétés et le droit des cartels, pour limiter en particulier la marge de manœuvre dont les multinationales disposent aujourd'hui dans notre pays. — Tm●

Vorort : « On a le droit de fermer »

M. Fritz Ebner, secrétaire général du Vorort, à Zurich, estime qu'« il faut respecter la décision prise par la direction du groupe Firestone : une entreprise a quand même le droit de fermer une filiale qui n'est plus rentable ». Même s'il reconnaît l'importance des problèmes sociaux soulevés en l'occurrence, le représentant de l'organisme patronal faîtier de Suisse estime que « le système de la libre entreprise n'est pas remis en cause : dès le début de l'époque industrielle, des changements structurels ont fait naître, croître et mourir d'innombrables entreprises ».

« Dans ces circonstances, conclut M. Ebner, on ne peut donner à personne des garanties lui permettant de conserver définitivement son poste de travail. Cela n'existe pas dans notre société industrielle, qui est elle-même nécessaire au progrès. » — Tm●

● Evénement exceptionnel — sinon unique — en Afrique : le Sénégal a eu des élections présidentielles et législatives où trois partis présentaient des candidats. Le président Senghor a été réélu à la tête de l'Etat avec plus de 80 % des suffrages exprimés. ●

"Peuples du Monde"

Les terres en friche sont à exploiter

(AFP). – La mise en valeur du milliard d'hectares de terres non cultivées à travers le monde se heurte à de graves difficultés, estime une étude publiée par la Banque Mondiale. 800 millions d'hectares se trouvent dans les zones tropicale et équatoriale, principalement en Amérique latine et en Afrique, souligne l'étude. L'exploitation de ces terres pose des problèmes complexes de gestion des sols, d'adaptation des récoltes et de lutte contre les maladies et les parasites.

La mise en valeur de terres nouvelles est une opération onéreuse qui demande de gros investissements, poursuit l'étude. Pour cette raison «l'amélioration de l'agriculture dans les régions déjà peuplées continuera d'être la meilleure manière d'atteindre les objectifs du développement agricole». La banque rappelle qu'entre 1962 et 1975 elle a consacré 429 millions de dollars au financement de 28 projets de mise en valeur de terres nouvelles, portant sur un total de 1,4 million d'hectares. Elle estime cependant qu'il est encore trop tôt pour estimer la rentabilité de ces investissements.

L'étude souligne qu'en raison de l'augmentation de la population mondiale le nombre de ceux qui cherchent à s'établir sur des terres vierges augmente et continuera à augmenter. Comme la situation varie d'un pays à un autre, elle propose la création de projets expérimentaux dans diverses zones agroclimatiques, notamment le bassin de l'Amazone, le bassin du Congo, les îles périphériques de l'Indonésie, le Sahel et le bassin du Mékong. La mise en valeur de terres nouvelles constitue un élément nécessaire des efforts pour faire face aux besoins agricoles du monde. Toutefois, la Banque Mondiale ne préconise qu'une modeste expansion de ses activités dans ce domaine.

Une autre étude publiée par la Banque recommande une augmentation de son aide au secteur non agricole des régions rurales. La création de petites entreprises et l'amélioration de l'infrastructure dans ces régions devrait apporter une contribution importante à la solution du problème de la pauvreté, conclut-elle.

GLS 26.4.78

La Toison aux œufs d'or

« Le sévère censeur du gaspillage gouvernemental qu'est le sénateur William Proxmire, rapporte le *SUNDAY TIMES,* de Londres, *a trouvé un lauréat particulièrement exotique pour le prix de la Toison d'or qu'il attribue chaque mois à l'« exemple le plus énorme, le plus ridicule ou le plus ironique » du mauvais usage qu'on peut faire de l'argent du contribuable américain.*

» La Toison d'or d'avril a été décerné à l'Institut national d'hygiène mentale pour les subventions qu'il a allouées à une étude intitulée : « Comportement et relations sociales dans une maison close du Pérou ».

» L'établissement en question a été analysé par deux sociologues, MM. Pierre Van Den Berghe et George Primov, au cours d'une étude de dix-huit mois sur les relations entre les ethnies et les classes sociales dans les Andes péruviennes — étude pour laquelle ils ont obtenu une subvention de 97 000 dollars (470 000 francs).

» Le sénateur Proxmire a précisé qu'il n'avait rien contre les gens qui étudient les maisons closes péruviennes. Mais il proteste « quand le gouvernement fédéral fait les frais de l'opération, alors que son budget est si serré et les besoins de la santé mentale si grands. »

Le Monde

Un Suisse sur cinquante employé de la Confédération

19,7 Suisses sur 1000 travaillent à la Confédération, soit dans l'administration centrale, aux PTT ou aux CFF. Cette proportion n'a guère évolué depuis 1960, indique une étude publiée par l'Office fédéral du personnel. L'an passé, l'administration fédérale dans son ensemble comptait 124 774 employés, contre 105 243 en 1960 et 128 932 en 1974, année d'occupation exceptionnelle. — (ats)

TLS 4.5.78

Récupération du verre usagé : 10 kilos par habitant

En 1977, 64 000 tonnes de verre usagé ont été réutilisées, ce qui représente 32 % de la consommation totale de verre d'emballage du pays. Ou encore, rapporté au chiffre de la population, 10,2 kilos par tête d'habitant.

En Suisse, 1200 communes — sur les 3040 que compte le pays — organisent un ramassage régulier du verre usagé et touchent 64 % de la population.

L'industrie verrière doit faire face à une difficulté qui peut avoir de graves conséquences dans la réutilisation du verre : les pièces de céramique de tout genre contenues dans le verre. Ces particules ne sont pas faciles à déceler dans le groisil et doivent être enlevées à la main car même de petites quantités de céramique qui auraient échappé au tri manuel provoquent de sérieuses perturbations dans la fabrication du verre nouveau, entraînant de fréquents arrêts de la production et des produits finis défectueux. Il faut donc rappeler à la population que seul du verre pur, exempt de parcelles de céramique (porcelaine, grès, argile) peut être destiné à la récupération par les services communaux. — (cp)

TLM 25.4.78

LES EVEQUES LATINO-AMERICAINS DEPLORENT LA MULTIPLICATION DES REGIMES FORTS

Santiago-du-Chili. (A. F.P.) - "La violence s'est aggravée en Amérique latine" durant les dernières années, et le fossé entre riches et pauvres s'est agrandi", affirment les évêques latino-américains. Le texte prépare la prochaine conférence épiscopale latino-américaine qui se tiendra en octobre prochain à Puebla, au Mexique, et fait le point sur l'évolution de la situation dans le sous-continent depuis la dernière conférence, qui avait eu lieu à Medellin, en 1968.

Le document déplore la multiplication dans la région de régimes forts "qui reposent sur la nouvelle doctrine de la sécurité nationale", et qui se sont rendus coupables "de tortures et de contraintes physiques et morales". "Dans tous nos pays, ajoutent les évêques, au lieu d'accepter le pluralisme, on tente d'éliminer "l'ennemi."

Le texte rappelle également que "cent millions de Sud-Américains - soit un tiers de la population du continent - vivent dans un état d'extrême pauvreté".

LE MONDE 22.4.78

AU 33e RANG 8.4.78

Au 31 décembre 1976, les trois principales banques suisses occupaient les positions suivantes au sein des banques internationales (selon le total du bilan) : 33e rang pour la Société de banque suisses et 51e pour le Crédit suisse. Au cours des 5 dernières années, l'accroissement des dépôts de la clientèle des banques suisses apparaissent « très en arrière » par rapport à l'évolution de leurs grands collègues étrangers. M. de Weck a relevé, par exemple, que l'augmentation annuelle moyenne a été pour cette période de 7,5 pour cent pour « l'UBS », contre 23 pour cent pour la Banque nationale de Paris, 22 pour cent pour la Barclays Bank Britannique, 16,7 pour cent pour la Bank of America, 13,2 pour cent pour la Dai-Ichi Kangyo Bank et 9,6 pour cent pour la Deutsche Bank.

L'augmentation moyenne des bilans, enfin, a été durant ces 5 dernières années de 6,7 pour cent en moyenne annuellement pour la banque suisse, contre 21,4 pour cent pour la banque étrangère qui a le plus augmenté et 13,9 pour cent pour l'autre pôle. (ATS)

marée noire et pavillons de complaisance

La catastrophe de « l'Amoco Cadiz » n'est pas seulement due à la tempête : son équipage et son capitaine ont été recrutés au rabais par **des armateurs** qui, ne recherchant que le profit maximum, et profitant de certains pays (Liberia, Panama, Chypre...) dont les lois leur permettent de ne pas observer les conditions de salaires et de sécurité exigées par les autres pays, **sont les véritables responsables** de la pollution des côtes bretonnes et de ses conséquences économiques...

Nous écrivions récemment (1) que les pertes subies par les navires battant pavillons de complaisance ont été, entre 1964 et 1973, quatre fois plus importantes en pourcentage que celles subies par les flottes des pays de l'O.C.D.E. Le rapport de l'O.C.D.E. concluait que ces pertes ne sont pas dues à la vétusté des navires, mais « à leurs normes d'exploitation et de gestion ». Autrement dit, **les navires battant pavillons de complaisance sont dangereux** pour la sécurité des mers et des rivages à cause de la manière de naviguer de leurs capitaines et à l'incompétence de leurs équipages.

Les gouvernements responsables exercent-ils un contrôle « sans complaisances » sur ces navires dangereux — malgré les pressions des compagnies pétrolières et autres groupes financiers — comme le réclament les syndicats, qui n'ont pas hésité parfois à les boycotter, et comme l'exigent les populations côtières, beaucoup trop souvent victimes du laisser-aller général ? Le « libéralisme économique » a des limites. Mais qui donc, récemment, l'opposait « aux régimes de facilité » ?

E.H.

(1) "Faim et Développement" → N° 64 - avril 1978

Les droits des travailleurs migrants

PAX CHRISTI PLAIDE EN FAVEUR D'UN « ORDRE ÉCONOMIQUE ENTIÈREMENT NOUVEAU »

La section française de Pax Christi, mouvement catholique international pour la paix, s'est réunie à Paris, les 22 et 23 avril, sous la présidence du cardinal Gouyon, pour débattre *« de la place et des droits des travailleurs migrants dans la société ».*

Dans un communiqué publié à l'issue de leurs travaux, les participants de la rencontre ont estimé que *« l'installation d'un ordre économique entièrement nouveau était seul capable de résoudre les problèmes de fond des grandes migrations dues aux déséquilibres économiques planétaires ».*

Dans l'attente d'un tel changement, il est urgent, indique Pax Christi, que chacun *« agisse contre le racisme croissant, la xénophobie et le mépris avec lesquels on traite aujourd'hui ceux qui ont été les artisans efficaces de notre expansion ».* Les participants au congrès se sont séparés résolus *« à faire tout ce qu'ils pourraient à tous les niveaux pour que soient accordés aux travailleurs migrants la place et les droits qui leur reviennent en toute justice ».*

Le Monde 26.4.78

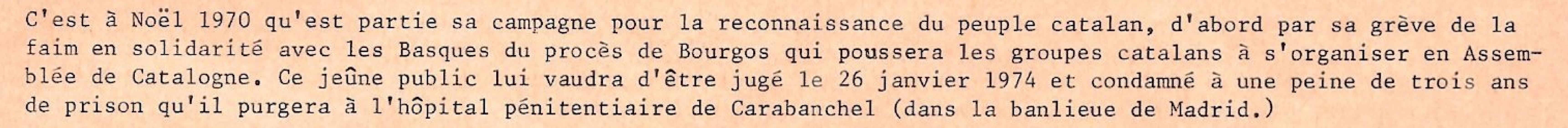
UN TEMOIGNAGE :

LLUIS M. XIRINACS : *prophète non-violent*

En juillet 1975, "Interrogation" avait publié sur Xirinacs un article qui nous avait valu un nombreux courrier, signe de l'intérêt général qu'avait suscité l'action du célèbre prêtre catalan. Aujourd'hui, à la suite de la publication d'un livre "Xirinacs la sentinelle de la liberté" (Les éditions ouvrières, 1977) et du numéro de février 1978 des "Cahiers de la Réconciliation" consacré à Xirinacs, il nous a semblé opportun de lui réserver un dossier complet. Nos commentaires se sont voulus réduits de manière à permettre à Xirinacs de s'exprimer lui-même.

L'HOMME ET SON ACTION

Lluis Maria Xirinacs i Damian est né à Barcelone en 1932. A peine sorti d'une enfance passée dans un milieu aisé, il entre dans l'ordre des Piaristes et est ordonné prêtre en 1955. Après 8 ans d'enseignement à Barcelone et à la suite d'une interpellation personnelle de la police à propos de tortures infligées à 3 étudiants qui avaient manifesté leur soutien aux grévistes des Asturies, il est banni temporairement de la province de Barcelone. Il travaille alors en milieu populaire et rural dans un esprit communautaire. C'est de cette période que datent ses premières dénonciations et premières actions contre la collusion entre l'Eglise et l'Etat.



C'est à Noël 1970 qu'est partie sa campagne pour la reconnaissance du peuple catalan, d'abord par sa grève de la faim en solidarité avec les Basques du procès de Bourgos qui poussera les groupes catalans à s'organiser en Assemblée de Catalogne. Ce jeûne public lui vaudra d'être jugé le 26 janvier 1974 et condamné à une peine de trois ans de prison qu'il purgera à l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel (dans la banlieue de Madrid.)

Le 1er janvier 1975, il commence un jeûne de 31 jours en lançant un double appel public pour une amnistie des prisonniers politiques : au chef de l'Etat espagnol et aux partisans ou bénéficiaires possibles de l'amnistie. Parallèlement il entreprend une grève de la discipline carcérales jusqu'à sa libération le 8 octobre 1975.

Le 25 décembre 1975, Xirinacs entreprend une présence-reproche (vigile) devant la prison modèle de Barcelone : il se tient douze heures par jour sur le trottoir qui fait face "au numéro 155 de la rue Entença" dans l'attente d'une véritable amnistie. Ses amis, ceux de son peuple l'entourent, le soutiennent, prennent la vigile avec lui. C'est un forum permanent. De tout Barcelone, du reste de la Catalogne et de l'Espagne, de l'étranger même, on vient pour lui parler ou pour se taire auprès de lui dans le vacarme et la fumée.

En février 1976, il marche au premier rang des deux immenses manifestations pacifiques pour l'amnistie et le statut catalan d'autonomie, brutalement réprimés par la police armée. Blessé, après les soins d'urgence, il revient devant la Prison Modèle. Il écrit en mars une "Lettre à un membre de la police armée". Le mois suivant, il participe à la cérémonie religieuse concélébrée à la mémoire d'Oriol Solé, évadé de Ségovie, abattu en montagne par la Garde Civile.

DEVANT LA PRISON MODELE : HOMMAGE A ORIOL (1)

"Après un temps de discussion, les premiers chrétiens acceptèrent comme d'inspiration divine les livres rassemblés dans l'Ancien Testament. Parmi eux se trouve le Livre des Macchabées; il raconte l'histoire du clan familial des Macchabées qui, leur pays étant opprimé, se lancèrent tous dans la guérilla. Un à un, ils moururent dans ces actions de guerre, mais ils gagnèrent l'indépendance pour leur patrie juive. Cette histoire me rappelle celle du clan familial des Solé. Eux aussi sont en train de donner le meilleur d'eux-mêmes en luttant pour notre pays; et si les chrétiens acceptent l'Ancien Testament, sans réserve, comme un recueil inspiré, il faut qu'ils acceptent aussi sans réserve, telle qu'elle est, la vaillante lutte d'Oriol, qui a donné sa vie pour son pays.

C'est évident, il y a dans l'*Evangile* un clair message de non-violence. Mais le peuple juif devant l'Evangile a lutté violemment pour de grands idéaux. Notre société occidentale est encore, hélas, pré-évangélique; elle est encore submergée dans un océan de violence. L'*Eglise*, comprenant cette vérité de fait, a établi le principe de la *guerre juste*. La guerre au service de la justice est licite. L'intention de l'Eglise était de protéger l'auto-défense des faibles, bien que, par la suite, ce principe moral ait servi à justifier toutes sortes de guerres injustes des puissants contre les faibles. Si l'Eglise approuve la guerre juste, alors nous devons aujourd'hui rendre hommage à un homme tombé pour une guerre juste, sans ruse, ouvertement. Il était courageux : il a donné sa vie. Je voudrais voir un aussi haut degré de générosité et de militance parmi nous qui, avec légèreté, nous disons *non-violents* parce que nous sommes chrétiens. Que de gens, de peur de risquer leur vie, s'abritent sous le couvert de la non-violence et des principes évangéliques, si bien que le christianisme devient un refuge pour les lâches ! Nous devrions avoir

---

(1) *Oriol Solé Sugranyes, membre de l'ex-Mouvement Ibérique de Libération - (MIL) - de tendance plus libertaire que marxisante -, compagnon de Salvador Puig Antich et condamné, peu après l'exécution de ce dernier et du prisonnier social Heinz Chess, à 48 ans de prison, évadé avec 30 autres politiques de la prison de Ségovie, abattu à la frontière basque le 5 avril 1976, alors qu'il essayait de protéger la retraite de ses compagnons. Texte lu et distribué lors de la cérémonie funèbre concélébrée à Barcelone, le 9 avril.*

honte de nous dire chrétiens devant des hommes comme Oriol, au lieu de nous sentir gênés de prendre part aux obsèques d'un partisan de la lutte armée.

Celui qui vous parle est un homme profondément convaincu qu'il faut suivre la voie de la non-violence. Mais si je crois en cet idéal évangélique, je ne suis pas idéaliste, et je ne veux pas affaiblir la lutte des opprimés qui essaient de se défendre comme ils le peuvent dans un monde encore rempli de conflits violents. Le père d'Oriol, M. Solé Sabaris, m'a invité à prendre part à cette célébration parce que j'ai eu l'honneur d'être son étudiant; il nous a appris à aimer la géographie catalane, mais son fils Oriol nous a appris à aimer la patrie catalane.

Oriol est l'une des victimes de l'absurde ajournement de l'Amnistie. L'Amnistie est une réalité pleinement évangélique, clairement annoncée par Jésus : libérer les opprimés, instruire les ignorants, délivrer les captifs en une année de grâce et de réconciliation. Mais c'est aussi une réalité évangélique que la guerre qui menace si l'Amnistie n'est pas concédée par les puissants. Cette Amnistie, qui serait à présent si opportune, n'en finit pas d'arriver. C'est à nous de l'obtenir, et jusqu'ici nous ne nous y sommes pas tous attelés.
Qu'attendons-nous pour rompre toute coopération avec le système qui refuse, contre toute raison, l'Amnistie voulue par le peuple entier ? Allons-nous attendre, pour nous décider, qu'on tue encore d'autres fils de notre peuple ? "

Le premier mai 1976, arrêté alors qu'il stationnait face à la Prison Modèle, il est torturé, et témoigne de ce qu'il a vu et subi à la Direction de la Sûreté.

TORTURES LE PREMIER MAI 1976

" La grêle de remarques insultantes et de coups va et vient. Tout le monde y passe. Cinq fois on m'écrase le même pied. Quatre fois, coups de pied au creux des genoux. Deux fois aux parties. Les deux m'arrachent un cri. Un coup de pied dans la poitrine laisse une de mes côtes fort endommagée. Pluie de coups de matraque; l'un d'eux, particulièrement violent, à la cuisse droite, me fait plier et je tombe à genoux. Le point culminant de ce traitement est un brutal coup de poing au foie porté de bas en haut, qui me fait tomber à terre la bouche ouverte, les yeux exorbités, la respiration coupée. Les sbires reculent, peut-être effrayés, regardant de loin l'effet produit. Je retrouve la respiration. Ils se jettent sur moi et m'obligent à me remettre face au mur. Le sang n'arrive plus aux mains, elles sont comme mortes. J'ai les bras qui tremblent. La sueur coule dans mes yeux. Un de mes compagnons se met à crier pour qu'on ne me frappe plus. C'est lui qu'ils frappent. Ils continuent à taper à tort et à travers. Je ne peux regarder nulle part. Ma tête tourne. Les deux femmes demandent à téléphoner à cause de leurs enfants, on ne le leur permet pas. On entend le bruit de quelqu'un qui urine.

Les policiers se moquent. Ils m'accusent de porter une barre de fer dans mon sac. "Pour un mendiant de la paix !" Ils me tapent avec quelque chose qui semble être une barre de fer. Pendant ce temps, on appelle les détenus un à un pour prendre leur identité. Mes compagnons sortent. Finalement, il ne reste plus qu'un autre prêtre - Villar ? - et moi. On l'appelle à son tour. Jusqu'ici ils étaient tous témoins de ce qui se passait. Me voilà seul. Quelques coups de pied, quelques nouveaux coups de matraque. Mes bras et mes jambes tremblent. Je suis sur le point de tomber. On m'appelle ! Je fais volte-face. Le monde bascule. Je baisse les bras, je les sens comme morts, sans réaction. Mes jambes ne m'obéissent plus. Je passe en titubant entre deux rangs de membres de la police armée qui observent l'effet de leur travail. On dirait que je suis ivre. Ils me donnent des crocs-en-jambe. Au total, une heure et demie.

16 h 30 : J'entre dans le bureau. L'inspecteur, en civil, veut prendre mon identité. Adossés au mur, une double rangée de policiers, quinze environ : quelques-uns, des fouets à la main. L'inspecteur me demande mon nom. Je ne réponds pas. Un coup de fouet résonne contre le mur. Il insiste :

- Allons, rien que votre nom ! Je sais que vous ne faites jamais de déclaration à la police, mais ceci c'est autre chose : votre identité, et c'est tout.

Affaibli par les coups, je cède, et décline mon identité. Mais je pense : "De déclaration, je n'en ferai pas".

On me ramène à la pièce fatidique. Le sang circule à nouveau dans mes mains. On me remet d'abord face au mur. Mais on me laisse en garde à un policier bienveillant. Il me fait asseoir et me dit de me mettre à l'aise. Il me laisse appuyer la tête contre le mur. Je dois lui offrir un aspect lamentable. Il me propose une cigarette.

- Vous voyez que je vous traite bien. Pourquoi vous mêlez-vous de ces histoires ?

- Par devoir de conscience.

Des policiers de la brigade politico-sociale entrent l'un après l'autre. Ils m'insultent, me provoquent. L'un m'arrache des poils à la barbe, l'autre à la moustache, un troisième m'attrape par les cheveux et m'en arrache aussi, d'une brusque secousse. Celui de la police armée leur dit :

- Laissez-le tranquille. On l'a déjà assez tabassé avant.

- Il n'a qu'à prier Dieu pour qu'il le sauve.

Un autre d'un ton sarcastique :

- Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font.

Un autre encore arrive avec un grand drapeau rouge pris aux manifestants et m'en revêt avec soin : il en recouvre tout mon corps et l'enroule autour de mon cou comme un cache-nez. Ensuite, il pose sur mes genoux le journal *Avui* et commence à rire à gros éclats en se moquant :

- Tiens, curé rouge, te voilà bien dans ton élément.

Ils s'en vont, et au bout d'un moment j'enlève le drapeau et le journal et les pose sur une chaise près de moi.

17 h 30 : On fait asseoir à mon côté un jeune détenu de 18 à 20 ans. Il a les poignets enflés à cause des menottes. Ils lui disent : "Confesse-toi au curé".

Puis entrent quelques quinze policiers de la brigade spéciale, âgés de 30 à 50 ans, impressionnants, et tandis que l'un d'eux fait semblant de discuter raisonnablement avec moi, tous les autres m'étourdissent de cris, d'insultes et de menaces. Je garde les yeux baissés. L'un d'eux me tend la main. Je la refuse, à mes risques et périls. Un autre m'attrape brutalement par le collet, me force à lever les yeux et à le regarder en face, et me menace de mort. Tous répètent que j'avais dans mon sac une barre de fer et des tas de propagande subversive. Au bout d'une heure de ce manège ininterrompu, l'un d'eux leur dit de sortir.

18 h 30 : On libère le jeune homme, après l'avoir menacé. J'ai très mal au foie, et la jambe extrêmement enflée. La botte - qui m'a un peu protégé - ne peut plus contenir les doigts écrasés du pied droit. J'entends par la fenêtre les cris des questionnés et les coups des questionneurs. Quel courage ils ont, les gens de l'E.T.A., et Téliez, et Plata, et tant d'autres qui supportent des jours et des jours de torture ! Et moi, comme je me sens faible !

Paraît l'inspecteur Pena, une vieille connaissance. Il tient à la main un projet de déclaration.

- Voulez-vous signer ?

- Vous savez bien que non, dis-je, rompant pour la deuxième fois mon silence coutumier.

Le dialogue se poursuit, puis il sort.

Un autre arrive, très grave. Il s'adresse à moi avec respect. Nous parlons de politique, puis de l'Evangile, puis des motifs de ma lutte. Il sort, encore plus grave. J'entends qu'il parle à d'autres de notre conversation. Les cris des autres baissent d'un ton. La Direction Générale devient silencieuse. Pena revient. Je lui dis :

- Avec vos inventions absurdes, vous me faites toujours de la propagande.

- Et comment ! On vous voit dans tous les journaux.

- C'est votre faute. Quand je me suis installé devant la Prison Modèle, je n'ai pas averti la presse.

- Est-ce que vous vous prenez pour un héros ?

- Non. Je suis un homme qui a eu plus d'occasions que d'autres...

- Bon, je vous libère, à condition que vous n'alliez plus aux manifestations et que vous ne reveniez plus devant la Prison Modèle.

- Vous savez bien que j'y reviendrai.

- Mais aujourd'hui, c'est un mauvais jour.

- Ah ! je croyais que vous me l'interdisiez définitivement.

- Oh non, je parlais d'aujourd'hui.

J'ai pensé que de toute façon je n'étais pas assez en forme pour revenir devant la prison, et que si je refusais on me retiendrait jusqu'à neuf heures. J'ai cédé :

- Eh bien, aujourd'hui, je rentrerai chez moi.

19 heures : Je sors entre une double rangée de policiers de la brigade politico-sociale, silencieux. Je me trompe peut-être, mais je crois deviner qu'ils me respectent.

Dans la rue, je fais des "s" : le vertige, et tout le corps qui me fait mal. Je m'en vais très lentement, sans me retourner. Devant la banque un inconnu m'accoste. Les ultras m'attendraient-ils ? Manie de la persécution. Un début de paranoïa qui durera plusieurs heures. C'est un ami : il m'offre une voiture. Je refuse. Bien que j'aie très mal au pied et à la jambe, je préfère marcher à petits pas jusqu'au métro, puis jusque chez moi. Le poison sort peu à peu...

20 heures : J'arrive serein à la maison. Mais quelque chose en moi a changé, qui disparaîtra difficilement. Suis-je trop sensible ? Et les gosses de 20 ans, qu'auraient-ils ressenti ? Moi j'en ai 43. Et les ouvriers qu'on torture depuis un siècle ? Sont-ils de pierre ?"

Durant le mois de juillet 1976, il connaît un temps de repos : quinze jours de détention à la même adresse. Aussitôt sorti, il reprend sa faction, ponctuée par la remise de peine du 28 juillet dénommée "amnistie", qui laisse encore en prison quelques deux cents détenus politiques, anciens et nouveaux... durant ce temps, se déroule dans toute la Catalogne et durant 10 semaines, la marche non-violente de la liberté, pour laquelle Xirinacs avait lancé un appel public.

A partir de janvier 1977, Xirinacs s'efforce en vain d'obtenir que tous les partis catalans se présentent en bloc aux élections législatives du 15 juin. Son manifeste "sur la souveraineté du peuple catalan" du 23 avril ne parvient pas à susciter cette candidature unitaire. Le peuple lui demande alors de se présenter comme sénateur. Au début il refuse puis finit par accepter. Néanmoins il continue de veiller devant la prison douze heures par jour comme il le fait depuis un an et demi pour "qu'on n'oublie pas ceux qui sont dedans". Pour se présenter candidat indépendant, il faut 3000 signatures et les candidats n'ont plus que 48 heures pour déposer leurs dossiers. En ces deux jours on enregistre 8000 signatures ! Sans argent, sans l'appui d'aucun parti, sans moyens ni organisation, la campagne "Xirinacs au sénat" commence. Elle durera 3 semaines et sera menée dans un enthousiasme et un dévouement exemplaire. On a même la surprise de voir deux policiers sortir de la prison et lui remettre une somme d'argent pour sa campagne, en affirmant qu'ils pensent voter pour lui. Ceux-là mêmes qui l'ont frappé et torturé, maintenant, l'admirent.

Arriva le 15 juin 1977 : Xirinacs, jusqu'alors poursuivi, emprisonné, réprimé, bafoué, maltraité ou ignoré selon le cas, fut élu par son peuple. Il a vu que cet homme sans contradictions, lutteur infatigable et obstiné pour la défense des droits humains, doué d'une large vision politique, d'un esprit de service constant, et d'une surprenante capacité d'action non-violente, ne le décevra jamais.

CELUI QUI PEUT COMPRENDRE...

Réponse à Agusti Vall

Ami Agusti,

Il est un temps pour parler et un autre pour se taire, un temps pour être présent et un autre pour être absent. Tu me reproches mon absence et mon mutisme devant les graves événements de la Prison Modèle de Barcelone. Ce que j'avais gagné en ces vingt et un mois, enchaîné volontaire devant la prison, est en train de se perdre, me dis-tu, à une allure vertigineuse. Je dirais plutôt que ce que je n'ai pas gagné en ces vingt et un mois, ce qui constitue mon échec, se révèle maintenant à toute allure. Et tu ne peux pas savoir comme je m'en réjouis.

Rappelle-toi, d'abord, les trois ans où j'ai défié ouvertement le Tribunal d'Ordre Public et le régime entier, de 1970 à 1973 : chaque jour de ces trois années, je l'ai vécu le cœur serré, attendant mon arrestation. Rappelle-toi, ensuite, mes deux ans de prison — 1974 et 1975. J'en ai pris note jour par jour. Imagine enfin ce que représentent ces deux dernières années — 1976 et 1977. J'y ai été soumis sans arrêt, et sans la moindre protection, à l'anxiété des prisonniers, aux agressions de l'ennemi, aux intempéries, à la pollution, aux exigences de milliers et de milliers de visiteurs de toute sorte. Mon peuple, que pouvais-je faire de plus pour toi ? Réponds.

Ces derniers mois, j'ai frôlé la folie. Je suis sérieusement malade des nerfs, identifié même en cela à tant et tant de prisonniers désespérés devant le cynique égoïsme d'une société non solidaire. Les dernières semaines, j'avais manqué quelques jours à ma vigile de la rue d'Entença, en prétextant une grippe, afin de ne pas dramatiser. Je devenais fou. Agusti, c'est cela que tu veux ? Je crois que tu n'arrives pas à imaginer l'épreuve continuelle qui est la mienne depuis ce 25 décembre 1970 où, à l'occasion du procès de Burgos, j'ai entamé ma première grève de la faim importante. Depuis lors jusqu'au 15 octobre dernier, où l'état de ma tête m'a forcé à me retirer, j'ai mené campagne dans une longue guerre de sept ans, sans trêve ni repos, jouant mon va-tout en première ligne comme un désespéré. Vous vous étiez habitués à tout cela, n'est-ce pas ? Vicenta, ma mère, ma famille, je les ai traitées à coups de poing. Mes amis, ceux qui m'ont toujours aidé, et parmi lesquels je te compte, de même. Tu sais bien quels mauvais moments je t'ai fait passer depuis que je t'ai demandé de m'aider dans la dernière campagne pour l'amnistie. Pour les autres, ceux qui m'exploitaient, ceux qui m'agressaient, je n'étais que douceur, délicatesse, patience, compréhension, car il s'agissait d'une guerre non-violente.

Tu as appris, par l'histoire d'Israël, qu'il faut avoir beaucoup de patience pour que le peuple et ses responsables s'éveillent de leur somnolence et se mettent en marche. Mais la patience a une limite bien précise. Tous les péchés seront pardonnés, sauf un : le péché contre l'esprit. Quand le peuple et ses responsables, tels des garnements, ignorent, entre autres, le dévouement de qui les sert de façon désintéressée, s'en moquent, profitent de sa bonté et de ses services, veulent transformer le libre serviteur en esclave forcé de leurs caprices, alors c'en est fini de la patience. Le peuple produit par tonnes la délinquance ; cependant, il ne veut pas voir les délinquants en liberté, et il menace Xirinacs qui réclame la remise de leurs peines. Mais quand on a un fils en prison, on lui arracherait volontiers les yeux sous prétexte qu'il ne s'en occupe pas assez. Les gouvernants fabriquent les délinquants à pleins camions ; beaucoup d'entre eux constituent même la catégorie des plus grands délinquants ; mais ils accordent des remises de peine quand on leur demande une amnistie, et quand on leur demande une remise de peine, ils disent non.

Toi aussi, tu t'es un peu laissé prendre à ce piège dans ta dernière lettre ouverte de *Mundo Diario* (2 novembre 77). Vous demandez sa vie à un homme qui l'a déjà donnée avant quiconque, et pendant des années. Et vous ne donnez pas la vôtre. Vous voudriez que je sois comme un saltimbanque à qui un public cruel, confortablement assis, réclame à grands cris un numéro toujours plus difficile et plus risqué. Cela ne te suffit donc pas, glouton ?

« Je t'écris de la rue d'Entença même, tout entouré de la fumée et du bruit des camions ». Cette phrase ne te trouble pas ? Sais-tu ce que représentent douze heures par jour, pendant vingt-et-un mois, sans dimanche ni vacances, avec ces fumées et ce bruit, entre autres douceurs ? Tu voudrais peut-être que j'y reste vingt-et-un mois encore ? Ou bien toute ma vie, comme Simon le Styliste sur sa colonne ou comme un yogi sur sa planche à clous, au grand amusement des hommes infantiles, cruels et sans entrailles, comme il y en a tant par la grâce d'idiots paternalistes qui veulent se faire passer pour des saints afin de contenter une humanité fainéante et désœuvrée ?

Sais-tu pourquoi j'ai quitté la rue d'Entença ? Parce que j'en avais décidé ainsi quand je vous ai demandé, l'été dernier, la dernière campagne pour l'amnistie. J'étais à la limite de mes forces, et j'ai dit : La campagne finira le 15 octobre ; s'il n'y a pas d'amnistie ce jour-là, je m'en irai et je dirai publiquement : « Xirinacs a échoué. Vingt-et-un mois de vigile non-violente devant la prison, précédés de longues grèves de la faim, n'ont pas amené l'amnistie. Que la société ne s'étonne pas si la violence reprend le dessus. Il doit être clair, d'une façon ou d'une autre, que la volonté du peuple est souveraine ». Il y a eu une amnistie, mais incomplète, pour les politiques. Comme elle n'est pas totale, il est naturel que de nouvelles poussées de violence politique se produisent. Et comme on a oublié de remettre leur peine aux prisonniers sociaux réprimés durement par le système « passé », la violence éclate à présent dans les prisons et parmi les parents et amis de ces prisonniers. C'est leur heure, le pouvoir est à la violence. Vive l'action de la police armée et sa surprenante non-violence ! Vive la mutinerie de la COPEL (2) dans sa violence !

J'ai écrit des douzaines d'articles pour prevenir. J'ai parlé au gouvernement civil, au directeur de la Prison Modèle, au ministre de l'Intérieur, à celui de la Justice. J'ai parlé à des foules de députés et de sénateurs. Seuls Bandrés (3) et, plus mollement, les autres sénateurs basques se sont dérangés, mais avec lenteur, et, ceux du Parti Nationaliste Basque, en fonction d'intérêts partisans. Beaucoup plus timidement, Solé Barbera a tenté quelque chose auprès de la Commission « Justice » du Congrès. Comme le dit mon article du 20 octobre 77, « Il y a en général une froideur totale à cet égard. Qu'ils s'ouvrent les veines. Que leur cœur s'emplisse de haine et d'envie de vengeance. Qu'ils se suicident. Qu'ils prennent pour otages les prisonniers politiques amnistiés. Que les prisons explosent et soient réduites en cendres. Je sais des prisonniers sociaux qui voudraient m'arracher les yeux parce que je les ai trahis et abandonnés. Qu'ils le fassent. « *Que Xirinacs s'en aille. Il ne sert à rien. Qu'il meure. Il a échoue. La non-violence est une escroquerie.* »

Benet disait qu'il fallait tout rédiger avec le plus grand soin. Baixeras, qu'on devait prendre garde de ne pas accorder de remise de peine pour tel délit. Martin Retortillo, pour tel autre. Pedrol Rius était d'avis qu'il fallait attendre la réforme législative. Martin Lavilla pensait qu'on « dépénaliserait » ensuite. Alianza Popular affirme que nous démantelons les murs de défense nécessaires...

Ce sont eux, les gouvernants — je l'ai dit cent fois —, eux qui sont criminels d'avoir retardé l'amnistie politique et décrété, afin de l'éviter, des remises de peine pour les prisonniers sociaux. A présent, la COPEL a une conscience politique et travaille à l'union des prisonniers sociaux. Vive la COPEL ! Vive sa lettre à *Mundo Diario !* J'ai lancé un avertissement, avec tout le sérieux et toute la prudence possibles, le 14 octobre, lors de la séance plénière du Sénat où fut approuvée l'amnistie politique. Angel Garcia Montero, de la prison de Burgos, m'écrit : « J'ai appris avec émotion et reconnaissance, ainsi que mes compagnons, que vous vous êtes souvenu de nous lors de l'approbation de la loi d'amnistie au Sénat. En mon nom et au nom de mes deux cents camarades, je vous exprime ma sincère gratitude ». J'ai demandé au Sénat d'ajouter, à la loi d'amnistie politique, quelques points dictés par des considérations d'éthique et d'humanité, comme il appartient à cette Assemblée. En pure perte. Je n'ai pu ni changer, ni ajouter un mot ; seulement dire *oui* et applaudir, comme les enfants. On ne laisse pas parler Bandrés. On tolère, c'est tout — et encore, à grand'peine —, mon langage amène et non-violent. Péché contre l'esprit. On se fiche de moi. J'ai attendu l'assemblée plénière de la semaine suivante. Toujours rien. J'explose dans *Diario 16* et dis que le Sénat est un ramassis d'autosatisfaits. Personne n'en tient compte. Bien. Terminé.

Aujourd'hui, à 16 heures 30, nous avons réunion plénière de l'Entente des parlementaires catalans. J'ai fait dire que je n'irai pas. Je les considère comme coupables de la mutinerie de la prison de Barcelone. Tant que le groupe n'aura pas déposé au Bureau sénatorial une demande de remise des peines pour les prisonniers sociaux, je n'assisterai plus à aucune réunion du Sénat.

Il y a un temps pour être là, et un autre pour être absent. Si tu veux, ami Agusti, commence ta vigile de vingt-et-un mois devant la prison pour amuser les badauds.

Grâce à toi, j'ai rompu mon silence coupable, ou du moins incompréhensible. Celui qui peut comprendre, qu'il comprenne.

Lluis Maria Xirinacs.

(4 Nov. 1977)

---

(2) Coordination des Prisonniers En Lutte.

(3) Bandrés : sénateur nationaliste basque, avocat chrétien célèbre pour sa défense des accusés membres de l'ETA. Solé Barbera : député catalan, avocat communiste très connu comme défenseur des prisonniers de gauche et d'extrême-gauche. Les personnes nommées ensuite sont, elles aussi, membres du nouveau parlement espagnol.

jean-luc

JOURNEE DES ANCIENS VOLONTAIRES DE FSF.

Elle a réuni des anciens venus de tous les cantons, sous les cerisiers en fleurs du Bouveret. Le temps maussade n'a pas empêché la chaleur et la joie intérieures de se manifester.

Monsieur Gilbert Blardone, co-directeur de la revue "Croissance des Jeunes nations" et professeur à l'Institut universitaire pour le développement à Genève, a répondu, après un exposé liminaire, aux questions des participants. En voici quelques-unes : "Le développement économique industriel conduit à la déstabilisation de la société, à la violence, à l'ennui : saura-t-il rendre sa place et sa dignité à l'homme ?""Quelles sont les conséquences du jeu triangulaire URSS - Chine - USA ?" "Les notions de centre et périphérie, d'une part, de self-reliance, d'autre part, ne sont-elles pas pernicieuses ?" "Le chômage peut-il être éliminé ?" "Quelle est la place de la foi dans ces grands problèmes d'aujourd'hui ?" "Un ancien volontaire peut-il intervenir pour être un agent de transformation positive dans son milieu ?". Monsieur Blardone n'évita aucune question et tint son auditoire sous le charme convaincant de son analyse et de son verbe brillant. Nous reprendrons l'essentiel de son intervention dans un dossier d'Interrogation.

Autour du P. Noël Salamin, une célébration eucharistique vivante et participante, rassembla les cheminements de foi autour du Christ, centre de toute communion.

L'après-midi fut consacrée à l'évaluation de l'action PAIN PARTAGE. A tour de rôle, les responsables romands et cantonaux de l'action s'exprimèrent. Différentes initiatives furent relevées : distribution de papillons tous ménages pour une information FSF; présentation du mouvement aux messes dominicales par des anciens, parfois avec homélies de ceux-ci; confection de panneaux explicatifs; sets de table illustrés; bancs de foire sur les places de marché ou de grandes surfaces, etc. Les anciens présents au Bouveret vibraient encore de l'enthousiasme inattendu suscité par cette action. Le symbole du partage du pain a été bien accueilli. La presse, la radio et la TV, à quelques exceptions près, ont bien réagi et suscité un impact, si bien que les principaux objectifs ont été atteints :

a) prise de conscience de la nécessité d'un développement solidaire des plus pauvres;

b) information auprès des jeunes de la possibilité d'un engagement;



c) dépassement des anciens dans une action devant laquelle ils éprouvaient une certaine réticence au départ;

d) collaboration d'un grand nombre de groupes ou mouvements : ici un Conseil d'évangélisation a passé dans chaque maison du village avec une calèche chargée de pains; là un ancien a donné un tonnelet de blanc aux jeunes de la JRC pour accompagner le pain à la sortie des offices; ailleurs un groupe scout, une société de jeunesse, un centre missionnaire, un groupe OPM, une équipe oecuménique, un mouvement d'action catholique, un conseil de communauté, ont participe spontanément et après information, à l'action;

e) le résultat financier a réellement dépassé les prévisions les plus optimistes. Il permettra de mieux soutenir les volontaires dans leurs projets outre-mer, d'appuyer plus efficacement les actions en Suisse, d'atténuer les sérieux soucis des caissiers du mouvement. Voici les résultats, par canton, frais de boulangerie déduits : (environ 40.000 petits pains achetés entre 30 et 70 cts pièce à savoir : Valais 32'377.30 fr Vaud 12'457.50 Genève 2'655.45 fr Fribourg 20'333.60 Jura 16'659.20

Soit un total de 84'483.05 fr au 7 mai 1978 pour l'ensemble de la Suisse romande. De ce montant, il faudra déduire les frais de publicité (affiches, passeports sans frontières, dépliants, etc). Les dossiers de presse et le matériel édités ont été bien reçus. La sensibilisation est à poursuivre sur le terrain favorable créé par Pain partagé. Faut-il renouveler cette action sur le plan romand ? L'unanimité fut vite dégagée, en insistant sur le maintien du pain partagé. A quel rythme ? L'action annuelle trouva de chauds partisans. Finalement, il fut décidé, au vote, d'organiser la prochaine action Pain partagé dans deux ans.

Le but de l'action sera précisé en temps utile : il visera l'aide aux plus défavorisés outre-mer.

Dans certaines paroisses ou dans quelques secteurs, il sera loisible d'organiser le renouvellement de Pain partagé au printemps 1979, de manière facultative. Ainsi, les partisans d'une action annuelle trouvent satisfaction.

ASSEMBLEE GENERALE

La prochaine assemblée générale annuelle de FSF se déroulera au Bouveret le dimanche après-midi 10 septembre 1978.

WEEK-END DES ANIMATEURS

Pour lancer la nouvelle année de préparation 1978/79, les animateurs de tous les centres régionaux se rencontreront au Bouveret les 9 et 10 septembre 1978.

PREMIER STAGE FINAL DE PREPARATION.

Ils l'ont vécu à douze, au chalet Analakely, du 16 avril au 7 mai, avec intensité, volonté d'approfondissement et dans l'amitié. Ils ont découvert un milieu à Visperterminen, aux Ormonts, aux Genevez, se préparant ainsi à pénétrer mieux dans leur communauté au Burundi, en Colombie, en Haïti, au Tchad. Créativité, expression du corps, meilleures relations dans l'équipe, ont accompagné les indispensables sessions d'information et de prise de conscience avant tout départ outre-mer. Ces semaines se révélèrent revigorantes pour le cheminement dans la foi.

MARIAGE

Marie-Charlotte Jacot et Jean-Claude Sudan, le 3 juin 1978 à Delley. Leur nouvelle adresse : 6 Frikartweg, 3006 Berne.

NAISSANCES

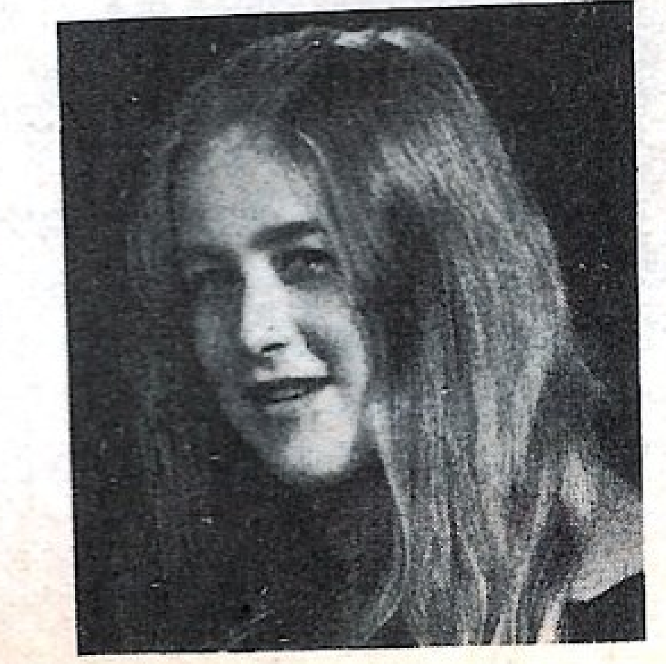
- Fanny, le 24 avril 1978, au foyer de Serge et Hélène Mauron, 11, route des Franchises, 1203 Genève
- Xavier, le 3 mai 1978, au foyer de Denis et Evelyne Quaglia, 1896 Vouvry
- Myriam, le 5 mai 1978, au foyer de notre caissier du mouvement : Armand Chassot-Morard, 3941 Grône, que nous complimentons particulièrement.

ILS SONT PARTIS

Georges Sierro, d'Hérémence, le 1 juin 1978 pour la coordination de l'action puits dans la région Léré - Bissi Mafou - Pala, au Tchad; pour la formation de chefs d'équipes et pour la préparation des villageois à l'arrivée de l'eau. Adresse : Mission catholique, B.P. 9, Pala, Tchad.

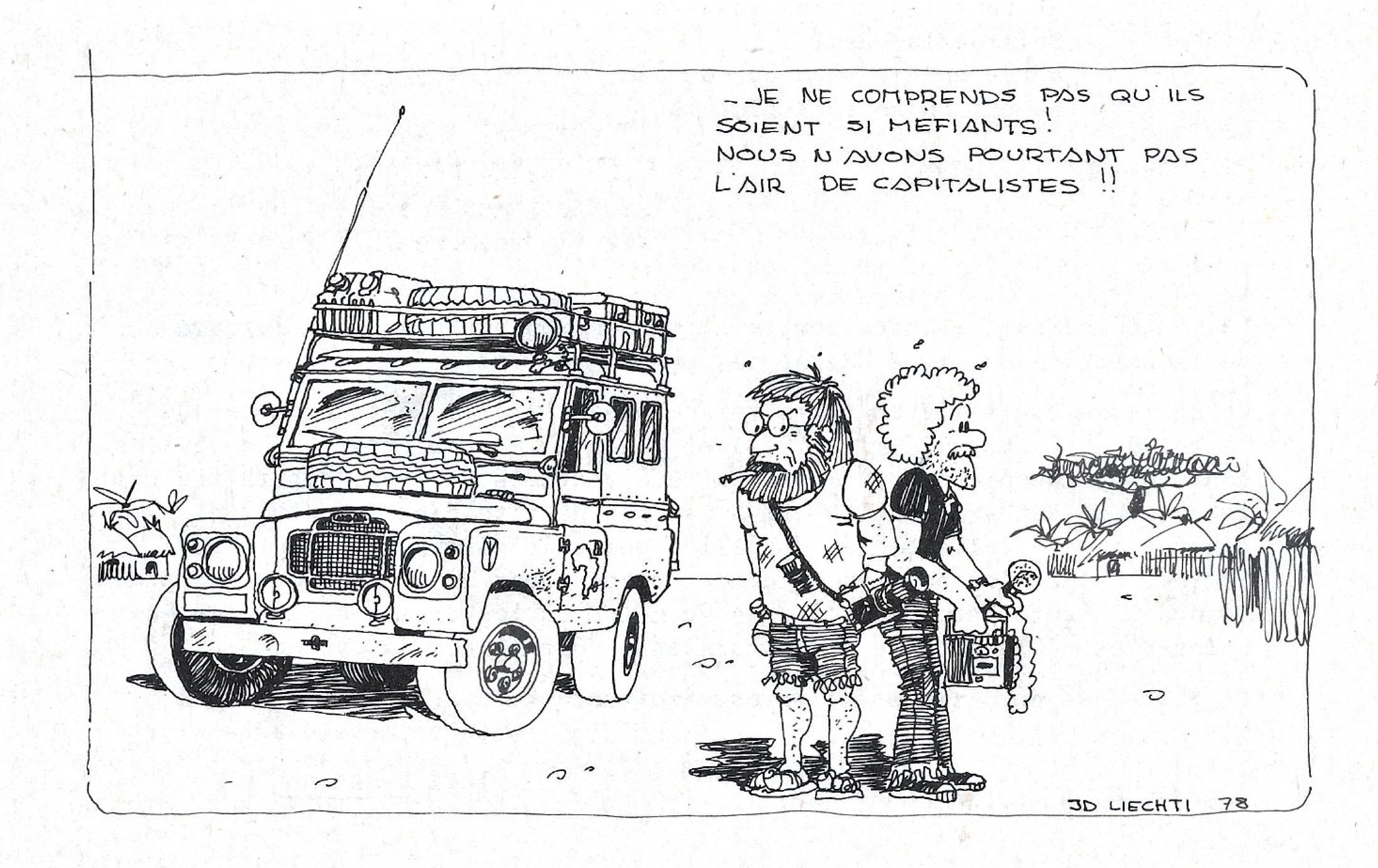


Catherine Sauty, de Denens sur Morges, le 1 juin 1978, après avoir été collaboratrice au secrétariat FSF depuis le 1 août 1977 où elle a été vivement appréciée pour sa compétence, son efficacité, sa bonne humeur, son souci du mouvement, lui attirant l'amitié et la reconnaissance de tous. Elle travaillera avec l'équipe Fraternité tiers-monde (groupe oecuménique jurassion) à Bérem au Tchad. Elle est chargée de la formation d'animatrices rurales dans la région. Son adresse : Equipe FTM de Bérem, B.P. 75 Garoua, Caméroun.



Christine Renkin, de Manaihant, Belgique, au début juin 1978, rejoindra l'équipe du P. Georges Conus et de Marie-Antoinette Bourguet à La Bombarde, Haïti. Elle travaillera en qualité d'agronome tropical dans la formation d'animateurs et d'animatrices ruraux. Son adresse : Equipe pastorale La Bombarde, C.P. 1037 St-Joseph Port-au-Prince, Haïti.


QUAND JE SERAIS PATRON
JE M'ACHÈTERAI AUSSI UN
VELO !
JD LIECHTI 78


- JE NE COMPRENDS PAS QU'ILS
SOIENT SI MEFIANTS !
NOUS N'AVONS POURTANT PAS
L'AIR DE CAPITALISTES !!
JD LIECHTI 78

AU MAROC LE SOLEIL S'ARRETE AUX PORTES DES PRISONS

La prison, c'est laid
Tu la dessines, mon enfant
Avec des traits noirs
Des barreaux et des grilles
Tu imagines que c'est un lieu sans lumière
Qui fait peur aux petits
Aussi pour l'indiquer
Tu dis que c'est là-bas
Et tu montres avec ton petit doigt
Un point, un coin perdu
Que tu ne vois pas.
Peut-être, la maîtresse t'a parlé
De prison hideuse
Où l'on met les méchants
Qui volent les enfants.
Dans ta petite tête
S'est alors posé une question
Comment et pourquoi
Moi qui suis pleine d'amour pour toi
Et tous les autres enfants
Suis-je là-bas ?
Parce que je veux que demain
La prison ne soit plus là.

Saïda MENEBHI
morte après une grève de la faim
le 11 décembre 1977 (procès de Casa)

Le comité suisse de lutte contre la répression au Maroc nous informe de la parution du livre "Maroc des procès".

Ce livre relate les événements qui se sont déroulés lors du procès de Casablanca (janvier-février 1977) et dénonce les tortures et les sévices dont les prisonniers politiques ont été victimes. Il fait apparaître une face cachée du Maroc, celle qui n'est pas décrite dans les dépliants touristiques : celle de la répression qui fait partie intégrante du régime. Malgré les apparences démocratiques dont il s'entoure, le régime marocain figure parmi les 15 pays du monde où les droits de l'homme sont bafoués et où la torture et l'assassinat sont érigés en système.

Ce livre est disponible à l'adresse suivante : C.S.L.C.R.M.
Case postale 2384
1002 Lausanne



NOUVELLES D'OUTRE - MER . . . .

Extrait d'une lettre

Il arrive un moment où il faut faire le point. Le travail que j'effectue va-t-il dans la voie que je m'étais fixée ? Suis-je utile ? Ma place est-elle bien ici ? La raison profonde pour laquelle je suis ici, à Tunis, peut-elle être changée et modifier mes intentions ? Un tas de questions...

De l'extérieur, on se fait une drôle d'idée sur l'aide qu'on peut apporter à un pays en voie de développement. En arrivant, j'eus l'impression que tout était en place, et que je n'avais qu'à me laisser vaquer à ma simple fonction d'instituteur. Le travail était suffisant : les piles de cahiers m'en ont fourni la preuve ! Seulement, cette pseudo-indifférence des élèves qui viennent assister aux cours (pas très brillants) de 8 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 me pose question. Qu'attendent-ils de moi ? Que puis-je attendre d'eux ? Que dois-je leur apporter au-delà de ma présence européenne ?

L'école ! En classe, le plus souvent, c'est moi qui parle. Essayer d'établir le dialogue tel que le prône les meilleurs traités de pédagogie, et ce, quand chaque élève veut se manifester personnellement et ne prend pas en considération le travail de ses camarades (ni même le sien)... tout ça prête à réflexion. Il y a un malaise. Peut-être ne suis-je pas suffisamment libéré de l'image que j'ai d'une école européenne ?

Dans ce pays, l'avant-dernière génération était en grande partie analphabète. Que dire lorsqu'on voit la nouvelle génération prendre les lycées d'assaut ? Dans la plupart des cas, l'école a pour but de subvenir aux prestiges familial et social. On en est là, à former dans un temps limité des élèves qui accèderont au lycée. La solidité de la formation, l'acquisition des bases n'a pas d'importance : l'essentiel est de passer en secondaire. Et après ? Je retrouve ici le problème de la 4ème année primaire dans le Jura. Veut-on(et a-t-on le droit) à ce stade de l'enseignement faire de l'enfant un bon primaire ou un mauvais secondaire ? Je suis navré de constater que dans un pays comme la Tunisie, en voie de développement, on prône à ce point une société d'élite, d'intellectuels et que l'on retrouve en 6ème année si ce n'est en classe enfantine déjà nos problèmes de pays dits "développés".

Il va de soi que l'on doit former des êtres responsables. Peut-être l'un de nos élèves accèdera-t-il une fois au pouvoir de l'état ? Faut-il alors le pousser coûte que coûte à accéder successivement au lycée, au gymnase, à l'université... Personnellement, je conserve l'idée de "ma petite école idéaliste". Rendre l'enfant sensible aux êtres et aux choses qui l'entourent, rendre l'enfant sensible à la vie, à la nature que nous devons défendre, lui donner la liberté de choisir et d'assumer ses choix...

Jean-Pierre Carnal
Place des Potiers 14
Tunis

- *Quel est le style de vos relations ?*

Très cordial avec les gens des quartiers et des paysans de l'intérieur, sympathique avec nos compagnons de travail, parfois plus tendue avec ceux (la classe dominante) qui n'acceptent pas l'orientation du diocèse, résolument tournée vers les plus pauvres.

L'ambiance ici est ce qu'on appelle "convivência" - vivre avec -. On se sent vraiment portés et aimés les uns par les autres. Avec les gens, surtout les pauvres, on se sent très bien acceptés, trop parfois vu que certains nous sentent encore un peu comme supérieurs, comme ceux qui savent...

Notre employeur nous fait entièrement confiance et c'est réciproque ! Il faut dire qu'il est une très riche personnalité qui permet une relation privilégiée, d'amitié vraie et de dialogue permanent.

- *Qu'avez-vous découvert depuis votre arrivée ?*

  - Que le véritable développement ne se fera que par la réflexion et l'action concrète des opprimés
  - Que notre action doit être discrète afin qu'elle n'étouffe pas les initiatives locales de la base
  - Qu'un certain style de vie (simple et joyeux) permet une meilleure intégration
  - Que la vie de couple, avec des enfants, favorise aussi un contact meilleur avec les gens du peuple
  - Que l'approche de la vie des pauvres est une école de vie pour nous, où engagement et foi chrétienne sont très liés.

- *Comment le projet dans lequel vous êtes inséré participe-t-il au développement ?*

  - En donnant l'occasion aux plus pauvres de prendre des décisions qui sont respectées
  - En permettant d'analyser et de faire l'auto-critique des décisions prises ou à prendre
  - En permettant de tendre au développement intégral (recherche de l'unité de la foi et de l'action politique)
  - En étant solidaires d'autres luttes populaires
  - L'effort fait au niveau de la santé pour que les gens se prennent en charge les uns les autres et exigent leurs droits à la santé (une sorte d'infirmier aux pieds nus) va dans le sens d'un développement mais qui n'est pas intégral vu que les conditions matérielles minimum manquent (chômage, faible revenu des paysans, peu ou pas de participation syndicale et politique)
  - Dans l'effort de construction collective de maisons, de jardins potagers, de réunions hebdomadaires, un certain développement se fait.

- *Comment se fait la planification ?*

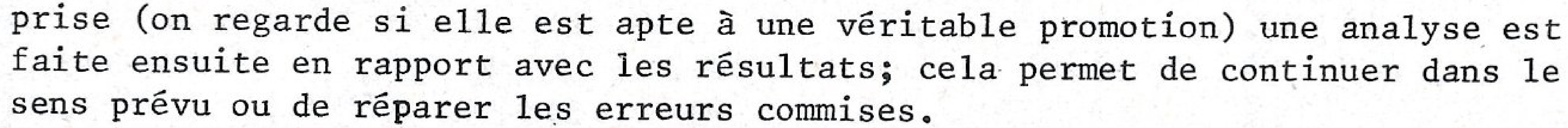
Nous n'avons pas de contacts ou très peu avec les plans gouvernementaux qui n'ont pas la même orientation que celle du diocèse...

Dans le travail auprès des quartiers populaires, il existe une équipe de coordination qui se réunit chaque semaine, et parfois il existe des rapports avec d'autres actions de l'ensemble du diocèse. Quatre fois par an, se réunit le

Conseil diocésain de pastorale qui étudie les orientations et les priorités de l'action à entreprendre. De même, l'assemblée diocésaine (3-4 jours), où la majorité est représentée par les paysans de l'intérieur, prépare et décide le plan de l'année.

Au niveau gouvernemental, pas de planification dans laquelle il y ait possibilité d'insertion des pauvres. Si quelque chose se fait c'est toujours de haut en bas et avec l'objectif de faire du peuple un assisté qui n'a pas de voie dans les choix à faire et pour exprimer ce dont il a besoin.

- *Le projet vous semble-t-il adapté à la promotion des gens et du milieu ?*

Cela nous paraît une option sérieuse dans ce sens. Comme chaque fois qu'une orientation est

prise (on regarde si elle est apte à une véritable promotion) une analyse est faite ensuite en rapport avec les résultats; cela permet de continuer dans le sens prévu ou de réparer les erreurs commises.

- *Comment participez-vous à la vie locale ?*

D'une manière naturelle, en participant aux réunions, mais aussi aux fêtes populaires organisées par les quartiers (loto, théâtre, etc).

- *De quelle manière et avec qui assurez-vous votre cheminement spirituel, la réflexion et l'analyse de votre action ?*

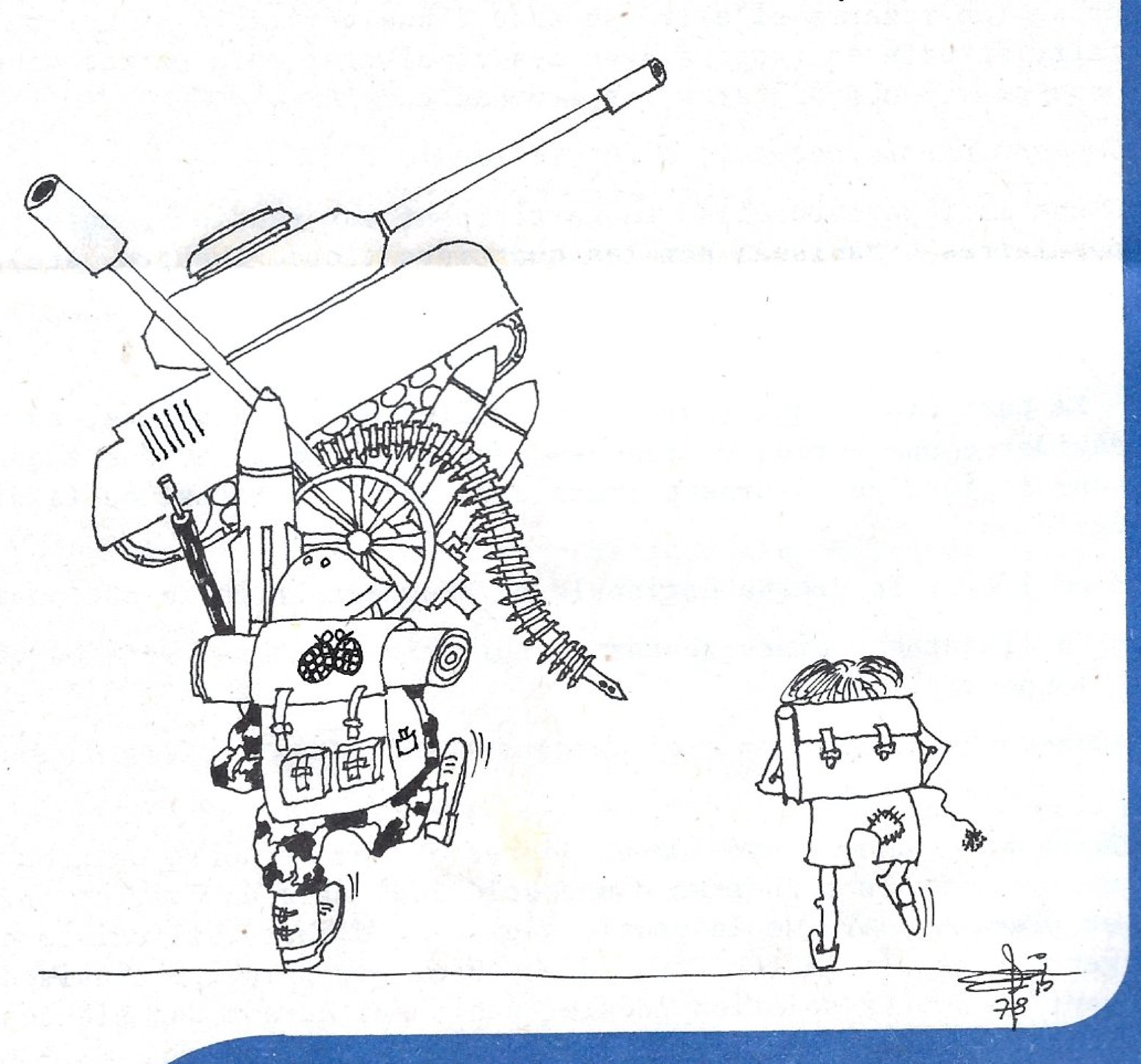
  - En participant aux journées de réflexion et de prière, au moment où il faut décider d'une action courageuse avec d'autres chrétiens engagés et souffrant pour la justice, journées organisées par la paroisse ou le diocèse (retraite également)
  - En lisant la presse nationale ou écoutant la radio nationale et étrangère
  - En lisant certaines revues ou bulletins orientés vers un véritable développement.

- *Avez-vous une autonomie et des responsabilités réelles dans votre projet ?*

- Nous nous sentons absolument libres de donner notre opinion ou notre point de vue dans la recherche d'une solution, mais en évitant parfois de la donner en premier pour que le peuple s'exprime d'abord. Il existe encore parmi les gens du peuple la tentation d'accepter par principe l'avis de "ceux qui savent" comme la solution idéale, habitués, durant des siècles, à n'être jamais consultés

- Je dirais qu'on fait presque ce qu'on veut du moment que l'objectif diocésain est respecté et que le travail est une vraie réponse aux besoins exprimés par les gens du peuple.

Pour équiper un soldat,
les nations ont dépensé en 1976
SOIXANTE FOIS PLUS
que pour instruire un enfant !



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9